
ICANN81 | Réunion générale annuelle – Changer les paradigmes : Loi internationale sur la géopolitique du multipartisme et nouvelles infrastructures de l'Internet
Mercredi 13 novembre 2024 - 10h30 à 12h00 TRT

ANDREA GLANDON:

Bienvenue à tous! Nous allons commencer dans deux minutes. Bienvenue à tous! Veuillez prendre place. Nous allons commencer dans une minute. Cette séance va démarrer. Veuillez lancer l'enregistrement. Bonjour et bienvenue à la séance plénière de l'ICANN 81, Évolution des paradigmes du multipartisme : géopolitique et émergence des infrastructures de l'Internet. Je m'appelle Andrea Glandon et je suis responsable de la gestion à distance. Sachez que cette séance sera enregistrée et suivra les normes de comportement de l'ICANN ainsi que la politique de lutte contre le harcèlement de l'ICANN. L'interprétation pour cette séance se fera en arabe, en chinois, en français, en russe, en espagnol et en portugais. Cliquez sur l'icône d'interprétation dans la barre de Zoom pour choisir la langue de votre choix pendant la séance.

Les questions et les commentaires envoyés dans le chat ne seront lus que s'ils sont bien formulés, comme je vous le mettrai dans le chat dans un instant. Nous lirons les questions à voix haute pendant la partie Questions-réponses de la séance. Pendant la partie Discussion de la communauté, si vous souhaitez intervenir, appuyez sur la main dans la barre de Zoom. Avant d'intervenir, éteignez tous les dispositifs et notifications. Assurez-vous d'avoir sélectionné La langue de votre choix. Parlez clairement et à un rythme raisonnable pour permettre une bonne interprétation de votre propos.

Note: The following is the output resulting from transcribing an audio file into a word/text document. Although the transcription is largely accurate, in some cases may be incomplete or inaccurate due to inaudible passages and grammatical corrections. It is posted as an aid to the original audio file, but should not be treated as an authoritative record.

Une fois que le facilitateur aura donné votre nom, veuillez mettre en marche votre micro et donner votre nom pour l'enregistrement. Si vous êtes dans la salle, vous pouvez vous présenter au micro dans la salle ou lever la main et on vous amènera un micro pour que vous puissiez poser votre question. Pour voir la transcription en temps réel, cliquez sur Closed Captioning dans la barre de Zoom. Je vous demande maintenant d'accueillir Ram Mohan qui est le modérateur de cette séance.

RAM MOHAN :

Bonjour à tous qui êtes avec nous depuis le monde entier. Bienvenue à cette séance plénière. Avant de commencer, j'aimerais vous dire quelques mots. La séance a pour titre Évolution des paradigmes : multipartisme géopolitique et infrastructures émergentes de l'Internet. Avec moi à cette table, j'ai Nigel Hickson à ma gauche.

Nigel va non seulement faire les remarques de conclusion, mais il va aider à coordonner les commentaires en ligne et les questions et interventions qui nous arriveront en ligne. Sur la diapositive suivante, vous avez les panélistes : Olga, Pari, Chafic et Kevin qui sont donc avec moi ici. Ils feront part de leurs perspectives, de leurs réflexions sur le sujet.

Ensuite, vous avez d'autres personnes, Benjamin, Jorge et Amrita, qui sont également présents pour réagir. Nous les inclurons et ils seront

invités à donner leur point de vue. Et puis, ils aideront à inclure le public, vous tous, dans le cadre de cette séance qui se veut interactive.

Donc, revenons à la première diapositive et prenons un instant ici. Voilà donc le multipartisme pour ceux d'entre vous qui ne savaient pas à quoi ça correspond, même si pour la plupart d'entre vous, vous êtes ici justement grâce à ce multipartisme. C'est une forme de gouvernance où différentes parties prenantes, y compris les gouvernements, les entreprises, la société civile et la communauté technique, collaborent pour traiter des questions d'ordre international.

Ce n'est pas le modèle traditionnel de gouvernance qui est très souvent régi et gouverné par les gouvernements publics. Le multipartisme dans le contexte de l'Internet a eu une grande influence. L'ICANN, par exemple, fonctionne selon ce modèle multipartite pour rassembler différents groupes dans l'élaboration des politiques, dans l'établissement des normes qui définissent comment nous nous rassemblons autour de notre réflexion sur la gouvernance de l'Internet. Il y a des caractéristiques clés du multipartisme, dont la participation diverse. Nous souhaitons inclure un grand nombre de parties prenantes et ses parties prenantes, ce sont les gouvernements, les entreprises, les organisations de la société civile, les experts techniques qui viennent du monde entier pour participer au processus de prise de décision.

Ce processus de prise de décision est basé sur le consensus. Les décisions ne sont pas prises par un vote à la majorité. Et l'idée, c'est que toutes les parties prenantes ont une voix, que tous vos centres d'intérêts sont pris en compte dans la prise de décision. Une fois que les

décisions sont prises, cela est fait de manière transparente et comptable. C'est une des caractéristiques. Le processus est transparent et les entités de prise de décision sont comptables à leurs acteurs, à leurs parties prenantes.

L'objectif dans tout ça, c'est la souplesse et l'adaptabilité parce qu'au final, c'est la raison de notre présence ici. Le multipartisme a réussi à répondre à certaines questions complexes, dans le domaine de l'Internet. Mais lorsqu'on rassemble différentes expertises, différentes perspectives, je pense que le modèle du multipartisme peut mener à des solutions beaucoup plus équitables. Dans d'autres domaines également, il se peut.

Mais ce qui se passe actuellement, c'est que les paradigmes évoluent. Le panel que nous avons devant nous, ce sont des personnes qui non seulement ont une grande quantité d'expérience et d'expertise, mais qui ont réfléchi à ce qui évolue dans le cadre de l'Internet. Et puis, ces personnes ici présentes ont permis d'engendrer cette évolution. Donc, nous avons avec nous non seulement des personnes d'expérience et d'expertise, mais ce sont également des personnes qui sont acteurs de cette évolution des paradigmes.

Donc, je suis très heureux que vous soyez avec nous pour nous faire part de vos perspectives sur la géopolitique, sur les nouvelles technologies et pour nous dire en quoi l'Internet évolue dans certaines régions du monde dont on n'entend pas nécessairement parler. Dans cette séance, nous allons explorer les enjeux et les opportunités qui nous sont présentées par le changement de la géopolitique, par les nouvelles

technologies, et nous allons réfléchir aux répercussions sur l'approche multipartite. Est-ce que le modèle multipartite peut s'adapter de manière souple dans ce nouvel environnement?

Alors je vais commencer par vous, Pari, et vous demander de nous faire part de vos réflexions par rapport à cette première question. Est-ce que vous pouvez prendre un instant déjà pour vous présenter et ensuite nous dire ce que vous pensez?

PARI ESFANDIARI :

Merci beaucoup. Je m'appelle Pari Esfandiari. Je suis présidente au forum sur la politique internationale, nous réfléchissons aux questions de géopolitique et de technologie et leurs intersections. Je suis également membre de l'ALAC et je représente EURALO. Alors, lorsqu'on considère les questions de géopolitique et de contexte, je crois qu'on peut donner deux termes. C'est complexe et c'est dynamique. Complexe, je veux dire que le contexte n'est plus défini de nos jours par les divisions très claires de la guerre mondiale où il n'y avait pas d'interaction entre les deux camps. Nous avons maintenant des alliances fluides, opportunistes.

La Chine a émergé comme superpuissance technique avec une influence sur sa région, alors que les États-Unis restent le leader dans le cadre d'un monde basé sur l'ordre. S'ajoute à cette complexité, les grandes sociétés de la tech – Amazon, Google, etc., qui sont maintenant des forces indépendantes au niveau international et qui définissent les

frontières de l'innovation, qui ont une influence à une échelle qui, à une époque, était réservée aux États.

De plus en plus, nous voyons une évolution depuis des alliances traditionnelles à des alliances transactionnelles. Nous voyons des décideurs numériques et nous voyons des pays comme les Émirats arabes unis, le Japon, l'Inde qui font l'équilibre de ces questions avec leur sécurité nationale. Ils doivent gérer ces facteurs dans un environnement qui évolue à plusieurs niveaux où leur souveraineté est en jeu. En dépit de ces forces qui sont en compétition, le monde est interdépendant et interconnecté. Les évolutions mondiales de la géopolitique ne cessent de nous surprendre et de nous déstabiliser, parfois, pour beaucoup d'entre nous. Je m'arrête là.

RAM MOHAN :

Merci Pari. Et vous, Kevin, qu'est-ce que vous avez à nous dire?

KEVIN KREUSER :

Oui, vous avez mentionné les succès du modèle et je crois que c'est la démocratie de l'Internet. Tout le monde est présent et entendu et si tout se fait bien, il y a transparence, comptabilité et représentativité. L'Internet reste décentralisé, ceci pour faire le contrepoids à la fragmentation et à la divergence des pouvoirs et au déséquilibre des forces de pouvoir.

Donc, comme nous l'avons dit, les évolutions se poursuivent, mais il faut rester inclusif et flexible, ce qui fait partie du succès. Aujourd'hui,

je représente plusieurs sociétés et donc c'est une communauté qui ne va pas disparaître. Dans le cadre du travail traditionnel sur le DNS, c'est un concept que nous avons vraiment épousé à cause de la menace des préoccupations relatives à la fragmentation. Donc, nous sommes vraiment dans le camp qui appuie ces concepts.

CHAFIC CHAYA :

Je suis du RIPE NCC et je traite les politiques publiques et les affaires gouvernementales. Merci. Je suis très heureux d'être avec vous aujourd'hui. Du point de vue de la région du Moyen-Orient, je crois que l'infrastructure de l'Internet et la gouvernance sont très diversifiés, autant que les systèmes culturels, politiques et économiques des régions. La diversité qu'on observe va de pays avec des infrastructures d'Internet de moyen niveau à d'autres, dont les technologies sont totalement différentes.

Dans des situations de conflit continu, vous savez que nous sommes confrontés à beaucoup d'enjeux. Mais heureusement, nous avons toujours des plateformes, nous avons des forums qui permettent de promouvoir et d'appuyer le multipartisme. Il y a plusieurs éléments dans la région. Par exemple, il y a l'IGF arabe. Nous avons d'autres activités également qui sont menées par les organisations internationales de l'Internet, RIPE NCC, ICANN et d'autres qui ont pour objectif de promouvoir le multipartisme, de rassembler les différents acteurs pour discuter de ces questions dans la région.

Une de ces plateformes, le MENOG, organise juste avant l'IGF mondial une réunion, et c'est la seule plateforme multipartite qui vraiment naît de la communauté. Un des enjeux principaux dans la région, c'est de voir comment obtenir la confiance des gouvernements en Occident.

Ces forums, ces activités peuvent permettre justement de créer, de promouvoir cette approche multipartisme. Par rapport à mon rôle sur le Moyen-Orient, je dois également dire que même si nous avons réussi à rassembler ces différents acteurs, l'influence de cette plateforme en matière d'issue de politique reste limitée. Je vous remercie.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup. Vous posez une question importante et nous devons continuer le dialogue là-dessus. Mais avant, je souhaite donner la parole à Olga.

OLGA CAVALLI :

Merci. Merci de m'avoir accueillie à ce panel. Je suis très honorée. Merci de m'avoir demandé de faire partie de cette communauté, de cet environnement. Je fais partie d'un grand groupe d'amis. Je suis très heureuse d'être ici. Je suis d'Argentine. Je m'appelle Olga Cavalli. Je suis nommée par le NomCom pour par la ccNSO. Pendant plusieurs années, j'ai été membre du GAC. J'ai même été vice-présidente au GAC et actuellement, je suis doyenne de l'Université de la Défense nationale. C'est mon nouveau poste.

Alors par rapport à ce que vous avez dit au début, je crois que la beauté et la réussite de ce modèle multipartite, c'est de pouvoir comprendre qu'il n'y a pas un seul acteur qui puisse seul résoudre cette question complexe. Je crois que c'est ce que nous comprenons au bout des 30 années que nous avons utilisé ce concept au sein de l'ICANN, au sein d'autres processus. Donc comprendre le rôle des différents acteurs, savoir qu'il n'y a pas un seul acteur qui puisse résoudre ces questions complexes que sont la connectivité mondiale, l'internet, l'accès, etc.

Et puis ce que j'ai observé, c'est qu'il y a eu une évolution avec une influence sur d'autres activités. Nous avons le concept du multipartisme, donc de rassembler tous les acteurs. Mais je vois aussi un meilleur dialogue avec certains acteurs, la société civile qui s'adresse aux gouvernements de plus en plus. Les choses sont facilitées au cours des années. La communauté technique communique avec les prestataires de services. Je crois que ceci reflète une évolution, une très bonne évolution, absolument positive, du modèle multipartite.

Et par rapport à votre question sur la géopolitique, je crois que dans toute l'histoire, il y a toujours des tensions géographiques entre les pays et les régions. C'est un état des choses. Mais avec la connectivité mondiale, il y a une répartition très rapide des informations qui représentent d'autres enjeux, des enjeux. Et il y a la question des technologies qui évoluent rapidement. Le problème des fake news, des fausses informations, on en parle beaucoup, mais l'influence de tout ceci est énorme par rapport à la démocratie, par rapport au gouvernement.

Donc du point de vue d'une économie en développement, d'une région en développement, je dirais que les grandes tensions, selon moi, que j'observe, c'est entre les pays en développement et les pays développés. Pour la région en développement, si vous regardez l'évolution du PIB par habitant suite à la révolution industrielle – c'était il y a un siècle, l'écart est énorme entre le PIB par habitant des pays en développement et des pays développés. Et ceci ne s'est pas amélioré avec les années avec les nouvelles technologies, la connectivité internationale.

C'est l'enjeu. Il y a 20 ans, avec le SMSI, on pensait que la technologie permettrait de faire avancer très rapidement le développement. Je l'espère. Mais moi, je vois l'inverse. Je vois que l'écart se creuse. Donc ma préoccupation, c'est est-ce que nous ne faisons qu'acheter la technologie dans les pays en développement ou est-ce qu'on l'utilise réellement en faveur du développement?

RAM MOHAN :

C'est encore une fois une question tout à fait intéressante. Kevin, vous faites partie de l'avant-garde, de groupes qui promeuvent l'évolution des technologies, qui promeuvent de nouvelles technologies dans l'espace de nom. Est-ce que ces technologies vont pouvoir faire progresser le développement ou alors est-ce qu'elles vont représenter une menace à l'ordre des choses? Quelle est votre perspective?

KEVIN KREUSER :

Alors, je m'appelle Kevin Kreuser. Je suis juriste à D3 qui travaille avec le Web3 et le DNS traditionnel. Je travaille aussi pour des fondations du

Web3. J'ai été également à l'ICANN et à GoDaddy en tant que juriste par le passé.

Pour répondre à votre question, est-ce que les infrastructures émergentes contribuent aux tensions géopolitiques. Eh bien, oui, je crois. Nous vivons dans un monde où la technologie change rapidement. Les innovations transforment non seulement l'industrie, mais notre manière d'interagir avec le monde. Je crois que les gouvernements, forcément, réagissent différemment à ces évolutions.

Lorsqu'on considère l'IA, la blockchain, le crypto, l'Union européenne a rapidement légiféré et a appliqué les règles au-delà de ses frontières, alors que d'autres pays essaient toujours de rattraper le retard et de voir comment réglementer dans un monde qui évolue beaucoup plus rapidement que ne peuvent le faire les lois. En ce qui concerne la blockchain et les cryptos, les autorités de réglementation ne comprennent même pas comment fonctionne le DNS. Donc ils essaient de se précipiter pour mettre en place des règles sur une technologie qu'ils ne comprennent pas. Donc le résultat, c'est qu'il y a beaucoup de réglementations, parfois un petit peu inadéquates.

Et lorsque les gouvernements ne comprennent pas quelque chose, le résultat, c'est le manque de confiance avec des manques de compréhension sur ces technologies émergentes. Et c'est, je crois, pour nous, dans cette communauté, la question de l'importance de l'éducation qui survient dans tout ça. Il n'y avait même pas de session

Web3 à l'ordre du jour il y a quelques semaines, mais ces technologies ne vont pas disparaître. Elles existent dans le tissu même de nos vies.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup, Pari. Qu'est-ce que vous pensez de ces infrastructures, de ces technologies émergentes? Est-ce que ça va créer des tensions géopolitiques?

PARI ESFANDIARI :

Oui, cela fait qu'il y a une productivité en distanciel qui existe beaucoup plus. Il y a des problèmes environnementaux aussi qui se posent et cela s'intensifie. Il y a de plus en plus de tensions géopolitiques et dans certains cas, cela crée au niveau interne de nouvelles tensions.

Donc il y a des facteurs significatifs, c'est la souveraineté des données. Ça c'est très important comme concept. Et il y a certains pays qui veulent véritablement contrôler les données générées dans le cadre de leurs frontières. Et à ce niveau, cela risque de créer une fragmentation puisque les lois nationales de tous ces pays, par exemple en Chine, il y a un mur numérique qui voudrait être bâti, une nouvelle infrastructure que recherche à bâtir la Chine. Il y a en Russie ces cinq règles qui limitent l'influence et qui accroissent le contrôle de l'Internet.

Donc cela a un impact sur les réseaux et les réseaux Starlink aussi, par exemple, pour les collectivités dans les régions moins desservies. Il y a également des questions de sécurité nationale qui se posent, de souveraineté nationale. Il y a des entreprises internationales qui

opèrent dans différents espaces gouvernementaux, dans des espaces aériens par exemple, où il y a donc un contrôle des données, contrôle excessif des données. Donc la connectivité joue un rôle très important.

Par exemple, Starlink en Ukraine est une société privée. Starlink a donc permis de donner l'accès à l'Internet dans une zone en conflit, l'Ukraine. C'est des implications très importantes pour la souveraineté nationale. Il y a donc des entités privées qui offrent cette connectivité mondiale. Cela pose des questions sur un Internet universellement accessible et dans des régions sensibles politiquement.

Donc les nouvelles technologies blockchain. Cela rajoute à la complexité du problème. C'est une nature décentralisée, avec des échanges économiques tout à fait différents par rapport aux systèmes financiers traditionnels. Cela crée donc, notamment pour l'Union européenne, des défis. Il y a beaucoup de prudence par rapport à la blockchain. Il y a d'autres pays comme le Salvador, qui utilisent totalement la blockchain et qui utilisent ces nouveaux modèles. Et tout cela crée des tensions.

Il y a l'intelligence artificielle maintenant qui permet donc de gérer l'infrastructure de l'Internet et d'améliorer la performance des réseaux. Également, la gestion des data pose des problèmes sérieux de souveraineté sur les données. Et il y a différentes approches qui sont utilisées par les pays. Par exemple, la Chine utilise l'intelligence artificielle, l'Europe priorise la confidentialité des données et le respect de la vie privée. Ce sont des questions de sécurité nationale, de

concurrence commerciale, de leadership, donc de tensions par rapport à l'accès à l'intelligence artificielle et à son utilisation.

Nous avons vu cette dynamique auparavant avec la concurrence qu'il y a avec la Chine et les Etats-Unis entre eux. Il y a les réseaux 5G par exemple, qui ont posé ces problèmes. Tout cela est compliqué au niveau du développement de normes techniques qui puissent être acceptées au niveau mondial.

RAM MOHAN :

Chafic, on entend d'un côté Kevin qui dit oui, les règlements gouvernementaux ne sont pas très valides, il y a trop de régulations. Cela réduit l'innovation, toutes ces régulations. Et Pari nous dit que la blockchain va limiter le contrôle et on va tourner autour des contrôles. Et l'intelligence artificielle est utilisée pour beaucoup de surveillance dans un nouveau système économique. Qu'est-ce que vous en pensez?

CHAFIC CHAYA :

Oui, merci une nouvelle fois. Ce sont donc des thématiques dont on a beaucoup parlé ces deux derniers jours. Il y a la gouvernance et la technologie. D'un autre côté, moi, je suis du Moyen-Orient et c'est un bon exemple. La technologie, par exemple, c'est le moteur de la géopolitique. Les nouvelles technologies, les nouvelles infrastructures émergentes pour les gouvernements, c'est un arsenal stratégique et beaucoup de pays ont une concurrence très forte. Ils sont en compétition. C'est une course de vitesse qui se déroule dans l'espace numérique. On le voit entre pays. Ils ont différents instruments de

mesure pour contrôler l'infrastructure de l'Internet. Ils veulent surveiller le trafic des données non seulement dans leurs pays, mais d'un pays à un autre, les données qui dépassent les frontières et qui les traversent, cela crée des tensions politiques.

De plus, Pari a parlé de cybersécurité. Eh bien, il y a des pays qui aujourd'hui investissent plus en cybersécurité, y compris en technologie Internet et ils les utilisent non seulement pour leurs propres intérêts. Et ils utilisent cette cybersécurité, dans certains cas, pour faire des disruptions dans des pays voisins. Donc, ce sont des investissements importants de défense et d'attaque également. Il s'agit de cyberdéfense et de cyberattaques. Et certains pays avancent donc très vite.

Ce que je peux dire ici pour résumer, c'est que ces développements montrent bien la réflexion qui existe et les aspects géopolitiques qui vont beaucoup modifier les relations entre les différents gouvernements et les différents pays. Comment? Je ne le sais pas exactement.

RAM MOHAN :

Olga, qu'en pensez-vous? Eh bien, je pense qu'avec le modèle multipartite, avec cette approche multipartite, on expose justement l'importance et le rôle de différentes parties prenantes. Et j'aimerais faire un petit peu de disruption. Je pense que nous avons une confusion entre le fait que toutes les parties prenantes sont égales ou s'ils sont sur un pied d'égalité. Ce n'est pas la même chose.

Les parties prenantes jouent toutes et tous un rôle important, un rôle formel avec le gouvernement par exemple, qui apporte donc des informations au gouvernement. Les gouvernements veulent réguler ces données, ces informations. Et les gouvernements doivent travailler avec les communautés, société civile, entreprises, communautés techniques, et bien comprendre la problématique et essayer de résoudre les problèmes avec des réglementations. Ce qui est difficile, parce que les gouvernements ont leur propre bureaucratie qui peut être plus ou moins transparente. Et les autres parties prenantes ont une dynamique de travail très différente.

Donc, je crois que certains principes que nous avons eus à NETMundial et NETMundial 10 ans après, il faut s'en rappeler de ces principes. Il est extrêmement intéressant. Il y en a deux qui sont très pertinents, je pense, pour la participation au modèle multipartite. La responsabilité et les mécanismes de responsabilité pour qu'il y ait des engagements forts dans le cadre de la gouvernance.

Un exemple, les entreprises privées, les réseaux sociaux, les entreprises de réseaux sociaux qui ont évolué au niveau de la confidentialité des données des utilisateurs. Ça, c'est un bon exemple de responsabilité. Les utilisateurs finaux doivent être responsabilisés par rapport à ce que nous faisons. Il y a des questions de cybersécurité qui se posent. Et la sécurité des données doit être respectée. Nous devons bien le comprendre. Ce ne sont pas seulement les gouvernements qui doivent agir, mais également les entreprises.

Et il y a six principes qu'on a définis à NETMundial. La responsabilité, l'agilité. L'agilité des gouvernements, c'est difficile parce qu'on a parlé de ces structures bureaucratiques. Mais il faut absolument que les parties prenantes, toutes les parties prenantes, soient plus agiles parce que les choses avancent très vite, parce qu'il y a une évolution très rapide de la situation. Donc les rôles évoluent par rapport aux parties prenantes. Certains sont plus pertinents à un moment plus actif. C'est très difficile cela, mais la vie est difficile à gérer aussi.

RAM MOHAN :

Merci Olga. Nous avons Kevin qui est ici présent et qui nous parle un petit peu des nouvelles technologies de la blockchain, notamment de ces technologies qui vont avoir un impact sur le DNS, éventuellement sur le système de nom de domaine. Donc vous nous avez dit que nous avons ce modèle multipartite qui est un bon modèle. Mais lorsque vous avez cette disruption avec ces nouvelles technologies, comment est-ce que vous avez cette approche multipartite et comment vous avez un impact sur cette approche multipartite?

OLGA CAVALLI :

Une nouvelle fois, je vais peut-être dire quelque chose qui soit disruptif. Je crois que le modèle multipartite se pose des problèmes à lui-même. On fait des commentaires publics, c'est public, c'est publié. Mais est-ce que vous donnez le bon message au bon public, au bon auditoire? Est-ce qu'on réfléchit aux barrières linguistiques, aux handicaps qui existent pour certaines personnes? Est-ce que c'est accessible pour

tout le monde? Est-ce que vous exprimez ce que vous voulez exprimer d'une manière compréhensible?

Parfois, on utilise des concepts du modèle multipartite et tout se passe bien. On est satisfait. Nous avons ces consultations et j'ai un bon exemple de cela. Par exemple, au Brésil, il y a le Marcos Civil qui a été extraordinaire mais qui a pris beaucoup de temps, qui a demandé beaucoup de travail pour trouver le bon auditoire, pour apporter les informations de la communauté, pour créer un document, pour avoir une politique véritablement définie.

Donc ce modèle multipartite est parfois critiqué pour cela parce qu'on a des concepts multipartites forts. Et parfois, on ne rentre pas véritablement dans le contenu de ce que l'on veut atteindre. On n'est pas toujours précis à ce niveau. Je pourrais vous donner plus d'exemples comment on pourrait améliorer, je pense, certains de nos processus. Et est-ce que vous invitez les bonnes personnes autour de la table? Est-ce que vous parlez aux bons experts? Est-ce que vous êtes inclusifs? Est-ce que ça ressemble à du multipartisme, mais ce ne l'est pas vraiment. Ces questions se posent.

RAM MOHAN :

Donc Chafic, dans votre région, vous nous avez dit que le modèle multipartite a des problèmes et est parfois critiqué et vous nous avez dit que la confiance n'existe plus toujours par rapport aux personnes qui élaborent les politiques. Vous nous avez parlé de technologies, nouvelles technologies, impacts sur la géopolitique. Donc ça va si vite ces changements et ces mutations? Donc, est-ce que le modèle

multipartite prend trop de temps, par exemple les commentaires publics par rapport à la rapidité de l'intelligence artificielle?

CHAFIC CHAYA :

Oui, je me ferai l'écho de ce qu'a dit Olga. Comment bien comprendre ce qu'est le modèle multipartite? Quel est le rôle des différents groupes qui composent ces parties prenantes pour le multipartisme? Je crois qu'il faut avoir les meilleurs éléments. Il faut que le rôle des acteurs soit très bien défini. Il ne faut pas qu'ils soient contestés.

Deuxièmement, j'ai aimé ce que vous avez dit au début. Il y a les personnes qui font bouger les choses et qui font avancer les choses rapidement. On en a besoin chez nous, dans le modèle multipartite, au niveau de la communauté technique, avec ISOC, RCC, RIPE, l'ICANN, tout cela. Tout le monde fait un très bon travail, c'est bien, mais les grandes réussites que nous avons obtenues, c'est qu'on a maintenant la confiance des gouvernements en tant que ICANN.

Mardi prochain, nous aurons une table ronde à huis clos entre différents gouvernements dans notre région. Et il y a de cela cinq ans, ça aurait été impossible. On va parler de gouvernance de l'Internet. Donc les choses changent et évoluent dans la bonne direction à ce niveau. Donc, si nous allons dans cette direction, nous pourrions obtenir les résultats que nous recherchons.

RAM MOHAN :

Là, vous nous dites qu'il y a de l'espoir. Mais Pari, vous nous disiez plus tôt que la situation est difficile par rapport à la Chine, à la Russie, qui ont différents points de vue sur la bonne gouvernance, sur la gouvernance tout court. Donc, qu'en pensez-vous, Pari? Est-ce que notre modèle, par rapport à la géopolitique, par rapport aux nouvelles technologies... Est-ce que ce nouvel ordre mondial va être remis en question? Qu'en est-il?

PARI ESFANDIARI :

Et bien, je crois que nous avons des philosophies de gouvernance qui sont très diverses. En Chine, c'est centralisé et c'est hiérarchisé. Ça vient du haut. Tandis que d'autres, aux États-Unis, préfèrent se baser sur le marché et avoir un modèle ascendant, décentralisé et haut. Dans l'Union européenne, nous aimons beaucoup les régulations. Nous respectons la confidentialité. Cela crée des frictions pour avoir des normes qui rentrent en compétition et des normes qui pourraient être mondiales. Donc c'est très difficile à définir. Il y a des conflits. C'est difficile de se mettre d'accord à ces niveaux.

Mais grâce au modèle multipartite que nous avons, nous avons une certaine flexibilité. Nous avons des accords sur certains points, des désaccords sur d'autres. En fait, nous avons un environnement fragmenté, un écosystème fragmenté, et cela nous permet parfois de résoudre des problèmes et ça devient une force si on utilise le modèle multipartite. On peut tomber d'accord sur certains principes, on peut avancer ensemble, on peut adopter certains points entre différentes économies, entre différents pays. Donc nous avons beaucoup d'opportunités ici et d'utiliser notre modèle. C'est une philosophie différente. C'est une philosophie différente de celle de nombreux pays,

mais je crois que l'on peut en fait renforcer et avoir une force avec ce modèle multipartite. On peut réussir à bâtir et avec des régimes qui sont pourtant très différents.

RAM MOHAN :

Donc Kevin, nous avons des leaders du commerce, des entreprises qui utilisent l'intelligence artificielle et qui nous disent : On a besoin de régulations, on a besoin de réglementations gouvernementales, de l'intelligence artificielle. Il faut que les personnes se retrouvent et les choses avancent si vite, notamment avec l'intelligence artificielle. Il faut que les gouvernements suivent en blockchain aussi. On nous dit : C'est décentralisé, les gouvernements n'ont pas à mettre leur nez là-dedans et ils doivent rester à l'extérieur de la blockchain. Et on veut démocratiser en fait l'utilisation des nouvelles technologies du style blockchain.

Mais en fait, beaucoup de gens sont mal à l'aise par rapport à cela parce que certains nous disent : On a besoin de plus de réglementation, pas seulement de contrôle, mais il faut absolument avoir des garde-fous. Est-ce que vous pensez que le modèle multipartite peut contribuer à ce niveau de régulation?

KEVIN KREUSER :

Oui, la question de la réglementation est une question intéressante parce qu'il y a la réglementation, il y a l'entrée en vigueur. Il faut en arriver à un stade où il y a une certaine certitude et donc il faut que de

bonnes lois de gouvernance soient mises en place. Donc le Web3, le modèle multipartite, la décentralisation, tout ceci est aligné.

Le modèle multipartite peut avoir quelque chose à apporter aux technologies émergentes parce que ce sera un test du modèle multipartite en termes d'inclusivité et de flexibilité. Est-ce que le rythme de progrès des technologies, l'influence des intérêts des grands États, des grandes entreprises conviendra? Mais le modèle multipartite évolue de manière à devenir de plus en plus flexible et inclusif avec ces nouvelles technologies. Je crois que les gouvernements, ce qu'ils ont fait de positif, c'est qu'ils ont accueilli ces nouvelles technologies. Mais pour l'instant, je crois que c'est un petit peu compliqué de répondre.

RAM MOHAN :

Très bien. Donc ceux qui sont dans la salle et qui écoutent, nous avons donc un petit peu donné le contexte et nous souhaitons écouter vos points de vue sur la diapositive suivante. Nous avons quelques questions. Nous avons des personnes qui vont répondre et modérer la conversation de manière à démarrer la conversation.

Alors voilà les trois questions. Je ne vais pas aller en fait dans l'ordre un, deux, trois. On va laisser ces questions à l'écran devant vous. Si vous avez quelque chose à dire, allez-y. Présentez votre point de vue au micro, mais brièvement s'il vous plaît. Mais avant de vous inviter chacun à venir au micro, je vais demander aux trois personnes que nous avons fait apparaître à l'écran précédemment. Et ces trois personnes vont répondre depuis le public à ces questions. Alors je vais demander à Amrita de commencer.

AMRITA CHOUDHURY :

Merci Ram. Est-ce que je pourrais voir les questions? Alors une chose en écoutant le panel globalement que je retire, c'est qu'il n'y a pas un seul modèle de multipartisme. Il y a le modèle multipartisme de l'ICANN. Les RIR ont un autre modèle de multipartisme. Selon moi, les points de vue des différents acteurs, à la phase initiale et puis également à la prise de décision, à la mise en œuvre, sont là.

Je crois qu'un des aspects principaux, c'est que lorsqu'il y a des technologies émergentes, il y a innovation. Tout ceci arrive par la communauté technique ou par les entreprises et ceci arrive rapidement. Et globalement, ce type d'innovations sont faites pour le bien, pas pour de mauvaises intentions.

La technologie avance. Les affaires du point de vue réglementaire doivent avancer. L'impact est énorme pour la plupart des gouvernements. L'idée, c'est comment promouvoir le bien. Nous avons le hashtag for good. Voilà pourquoi il faut qu'il y ait différentes communautés qui soient impliquées. Parlons par exemple de la gouvernance de l'IA. Très souvent, ce qu'on dit, c'est qu'il faut qu'il y ait les différents acteurs qui s'expriment et il faut que ces acteurs soient pertinents. Donc déjà des personnes qui comprennent la technologie, qui comprennent quelles pourraient être les impacts sur les droits, les communautés qui pourraient être impactées.

Et donc la question, c'est peut-être de considérer les principes de Sao Paulo ou de ce que dit NETMundial pour que le modèle multipartite fonctionne. Il y a une liste de choses à faire. Est-ce qu'on est inclusif?

Est-ce qu'on est ouvert? Est-ce qu'on est transparent? Est-ce qu'on éduque les différents acteurs?

Par exemple, la communauté technique peut très bien comprendre la technologie, mais ne pas comprendre la question de la protection des droits de la vie privée. La société civile sait ce qui se passe sur le terrain, mais est-ce qu'elle connaît ce qui se passe du point de vue technologique? Donc les différents acteurs doivent être présents. La prise de décision prend parfois du temps, mais je crois bien comprendre tous les bénéfices que ceci peut apporter. Et c'est ainsi que les États nations adhéreront.

RAM MOHAN :

Très bien, merci beaucoup. Jorge?

JORGE CANCIO :

Oui, je parle au nom de la Suisse. Donc la discussion est d'ordre tout à fait générale. Merci de m'avoir invité. Et en fin de compte, la question, c'est quel est notre objectif dans tout ça. Je crois le respect des droits humains et à travailler sur les objectifs de développement durable qui ne cessent d'être mis à jour. Donc, pour la prochaine version, ce sera en 2030. La grande différence de notre ère, c'est, comme cela a été dit lors d'un panel de l'ONU il y a cinq ans, nous vivons dans une ère d'interdépendance. D'autres l'ont dit, nous avons la compétition, nous avons l'interdépendance. Et du point de vue de la sécurité, de la défense, c'est une réelle question.

Nous sommes beaucoup plus dépendants les uns des autres que par le passé. Et la question du numérique en fait partie. Elle fait partie de nos

vies. Il n'y a plus cette séparation entre le numérique et le physique. Nous vivons dans un monde hybride. Cela veut dire que nous sommes soumis à certaines externalités. Donc, quels sont les impacts positifs et négatifs sur la planète? Ce que nous faisons dans le numérique a un impact sur le climat. Ce que nous faisons dans le numérique a un impact sur les droits de l'homme. Donc il y a vraiment une interconnexion importante.

Et d'ailleurs, il faut coopérer. On ne peut pas l'éviter. Maintenant, la question, c'est comment? Comment coopérer? Est-ce que nous coopérons de manière négative par la compétition, par des techniques d'opposition où il y a exploitation des pouvoirs de certains, où il y a des avantages à court terme? Ou alors est-ce qu'on fait mieux? Comme on le dit, quand on avance seul, on va vite, mais quand on avance à plusieurs, on va plus loin. Mais cela prend du temps. Cela prend du temps parce qu'il faut prendre le temps de parler aux uns et aux autres. Et donc ceci m'amène à la question de l'approche multipartite, des principes multipartites. Comme l'a dit Amrita, à chaque fois que j'entends modèle, cela me pose problème parce qu'il n'y a pas de modèle. Il y a le modèle de l'ICANN qui est différent de ce que nous avions il y a 10 ans. Donc ce modèle-là évolue. Et puis il y a différents parfums. Il y a différentes mises en œuvre de ce concept dans différentes organisations, dans différents processus de travail. Alors, dans toute cette diversité, il y a le danger de faire de la décoration, de dire : Oui, on s'est consultés, c'est du multipartisme. Oui, on a publié la première version, c'est du multipartisme.

C'est un problème parce que ce ne sont que des apparences. Les gens sont un petit peu perdus par conséquent, et cela est en lien avec le principe de démocratie. Mais bon, je passe. Donc il y a beaucoup de principes qui existent sur ce que cela veut dire que la gouvernance de l'Internet. Le NETMundial a fait un excellent travail, l'IGF également. Je voulais tout simplement attirer l'attention du public aux directives de Sao Paulo sur le multipartisme. Ces directives qui ont été adoptées par la Communauté, qui étaient rassemblées virtuellement à Sao Paulo en début d'année, parce que je crois que ceci comble une lacune.

Ce n'est pas parfait, certes, mais au moins cela nous donne une norme que l'on peut considérer en se disant voilà des principes, voilà des directives, voilà des étapes dans le processus qu'il faut respecter autant que possible, suivant la rapidité de l'évolution, suivant la complexité de la question que l'on traite. Et j'espère que la communauté élaborera des outils pour évaluer les processus et les organisations sur la base de ces normes. Parce que je crois que c'est le mieux que nous ayons à notre disposition actuellement.

Et ceci m'amène à mon dernier point, si nous prenons au sérieux cette approche multipartite, si nous prenons au sérieux la conviction que tout le monde a quelque chose à apporter à la discussion, quelque chose de valeur, il sera beaucoup plus facile ou possible d'en arriver à des accords équitables dans le domaine du numérique qui fonctionnent pour tous. Et je crois que c'est l'objectif, dans le cadre du réexamen du SMSI+20 que nous allons avoir entre maintenant et l'année prochaine. Parce que si nous sommes en compétition dans la

considération de nos intérêts, alors qu'en fin de compte, ce sera la somme nulle. Mais la véritable question, c'est de faire des progrès dans l'atteinte des droits humains et du développement pour tous. Merci beaucoup.

RAM MOHAN :

Nous allons demander à notre intervenant d'intervenir maintenant et ensuite le public pourra participer. Vous avez le micro au centre de la salle. Il y a également deux micros qui pourront vous être amenés si vous levez la main, si vous le préférez. Benjamin, allez-y.

BENJAMIN AKINMOYEJE :

Merci beaucoup! Je suis de Namibie et je suis étudiant en doctorat, donc je représente les universitaires ainsi que la société civile. Donc, je vais répondre à la première question et je vais m'inspirer de ce qu'a dit Chafic également. Certains des enjeux et des obstacles à l'innovation en Afrique Sub-Saharienne, comme vous le savez, c'est l'instabilité, comme vous vous l'imaginez bien, qui est vraiment un réel problème, parce que cela veut dire que les réglementations sont incohérentes. Il y a différents régimes gouvernementaux, etc. Et il y a des lacunes en matière d'infrastructures. On parlait de technologies émergentes, mais dans nos pays, nous avons du retard avec les technologies préexistantes.

Mais étant donné que je fais partie de la société civile, les droits humains, le bien mondial, c'est une question critique. La protection dans le domaine des nouvelles technologies, c'est vraiment ce que les

populations attendent des gouvernements. Maintenant, cela ne veut pas dire que c'est une approbation des gouvernements et des mécanismes afférents. Mais ce que les gens cherchent, c'est quelqu'un qui protège leur bien-être et qui améliore leur style de vie.

Et puis, il y a le problème de la fragmentation. Il n'y a pas une seule entité. Il y a différents pays qui ont différents accords bilatéraux, etc., pour les besoins immédiats. Mais il serait important, ou tout du moins utile, d'avoir une démarche collective par rapport à tout ceci, parce que les scénarios, finalement, se ressemblent.

Autre obstacle, les problèmes de capacités, les lacunes en matière de compétences. Bien comprendre les technologies. La question de l'infrastructure et des défaillances. On ne peut pas s'exprimer de manière très claire lorsqu'on n'a pas accès. Comme je le disais tout à l'heure, la question de l'instabilité. Et puis un des gros obstacles dans le cadre de ces conversations, dans le cadre de l'approche multipartite, c'est que la recherche et le développement n'existent pas. En tant qu'universitaire, c'est quelque chose que j'observe.

Dans le cadre des conversations sur le chat GPT, sur l'IA. Finalement, tout est très théorique, mais en termes d'expériences tangibles, il y a vraiment un manque. Donc cela veut dire que finalement, on n'est qu'observateur plutôt que d'être participant à la conversation des parties prenantes. Et pour moi, c'est vraiment une des limites à la participation à la conversation de manière convaincante. Très souvent, vous n'êtes qu'un pion finalement pour représenter la région.

Donc il serait important de plus autonomiser et donner les moyens. Parce que notre communauté, vous savez, c'est une communauté avec une population en augmentation et il y a un bénéfice à intervenir, à être entendu.

Ceci m'amène à la deuxième question. En quoi est-ce que la démarche multipartite peut évoluer pour atténuer les risques et assurer une prise de décision inclusive et efficace? Alors je reviens sur certaines des choses que j'ai déjà dites et je voudrais les mettre en lien avec les contributions de Olga. Il y a des nuances culturelles et de communication qui communiquent le message à ces régions. Le message, c'est : Voilà ce qu'on veut faire, voilà la valeur que cela vous apporte. Maintenant, est-ce que c'est de l'exploitation ou est-ce que c'est de l'autonomisation?

Très bien. Je veux contribuer. Je veux faire partie de la conversation parce que nous avons des valeurs communes, nous avons de la confiance, nous avons des objectifs partagés. Mais très honnêtement, ce que l'on observe très souvent, c'est plutôt l'exploitation. C'est une question d'hégémonie politique, de mainmise sur la région même.

Et donc, pour nous assurer que l'évolution soit appropriée, il faut motiver la participation sur un pied d'égalité, renforcer les capacités dans la région, impliquer la société civile, pour que les droits humains soient vraiment promus dans la conversation. Je crois que c'est ainsi

qu'on obtiendra ce dont on a besoin de la communauté. C'est ainsi que la participation sera respectueuse dans la prise de décision.

Tout ce que je disais par rapport au bien mondial, ce principe, tout ceci peut être utilisé. Ce n'est pas quantifié simplement par des chiffres ou par des valeurs, comme Olga l'a dit. Nous avons vu que les technologies numériques étaient censées permettre aux régions d'Afrique subsaharienne et aux régions en développement de se développer plus rapidement. Mais au final, c'est plutôt l'inverse. C'est une lacune qui est devenue plus importante et je ne vois pas d'évolution positive. Donc nous devons changer. Nous devons faire évoluer les processus de manière à ce qu'ils protègent, ils guident et ils élèvent.

Donc, par rapport à la dernière question, comment est-ce que la gouvernance des technologies émergentes peut bénéficier de l'évolution de l'approche multipartite – donc le bien mondial – et des bénéfices répartis de manière équitable? On sait que c'est possible, mais je crois que, ou plutôt je suis sûr qu'investir dans la recherche et développement dans les nations en développement de manière à ce qu'elles soient sur pied d'égalité, combler la lacune de l'infrastructure et s'assurer que les gens sont présents à la table de manière égale, - par exemple, dans le domaine de l'IA, cela permettra de vraiment promouvoir le modèle multipartite et les approches multipartites, même dans la technologie.

-
- RAM MOHAN : Merci beaucoup, Benjamin. J'apprécie beaucoup. Nous allons maintenant céder à l'interaction avec la communauté. Je vais commencer par vous, Nigel. Est-ce qu'il y a des commentaires ou des questions qui ont été posées en ligne?
- NIGEL HICKSON : Oui, merci Monsieur le président de séance. Oui, nous avons quelques questions. Vous voulez les gérer maintenant?
- RAM MOHAN : Oui, nous pouvons les gérer maintenant.
- NIGEL HICKSON ; Oui, tout à fait. Donc notre première question en ligne provient de Shadrach Ankrah. Désolé si j'ai mal prononcé son nom. Dans tous les cas de figure, la question est: Dans la plupart des régions mal desservies, les citoyens doivent choisir entre l'accès à la connectivité ou prioriser leur confidentialité. Donc est-ce que ces personnes risquent d'être mises de côté par rapport à la collectivité et à l'accès? Parce qu'il y a une interférence du gouvernement qui ne permet pas d'avoir un respect de la vie privée? Donc, comment est-ce que nous pouvons responsabiliser, autonomiser ces régions moins desservies pour bâtir des systèmes qui leur permettent de ne pas avoir d'influence externe des autorités et des grandes compagnies de l'Internet?
- RAM MOHAN : Qui voudrait répondre à cette question? Allez-y, Chafic.
-

CHAFIC CHAYA :

On est bien au cœur, vous voyez, de cela et de ce travail, c'est le renforcement des capacités. Et j'ai écouté les collègues. Le renforcement des capacités est absolument crucial dans le modèle multipartite. Donc, un des défis que nous avons à relever dans ces régions mal desservies qui ne peuvent pas nous atteindre, on doit aller sur place et les atteindre et leur tendre la main. Mais je sais qu'il y a beaucoup d'instabilité dans certains pays, des conflits même. Et donc on doit travailler en ligne.

L'autre défi, c'est que, comme dans la question que nous avons entendue en ligne, certains pays ont des défis à relever totalement différents des autres. Dans certains pays, ils n'ont toujours pas l'infrastructure nécessaire. On parle des droits de l'homme et ainsi de suite. Mais parfois, notre priorité, c'est d'aider ces pays à avoir une infrastructure Internet pour la connectivité à l'Internet pour qu'ils puissent se joindre au débat mondial. Donc le renforcement des capacités, je crois, est la réponse à beaucoup pour faire prendre conscience et promouvoir ce qui se passe au niveau mondial.

Une autre observation. Comment pouvons-nous faire cela au niveau national? Eh bien, je vais donner un exemple du Liban. Le Liban est en conflit actuellement, mais il y a un IGF, il y a un forum de gouvernance de l'Internet. Et cet IGF du Liban travaille avec toutes les parties prenantes pour parler des priorités d'accès à l'Internet. Donc, on bâtit

des communautés dans ces pays et c'est la communauté qui fait ce travail qui définit ses priorités et ses défis à relever.

RAM MOHAN :

Merci Chafic. Nous allons aller dans l'auditoire. Ne dépassez pas 90 secondes pour que l'on puisse donner la parole à de nombreuses personnes. Présentez-vous.

HOSSEIN MIRZAPOUR :

Bonjour, je m'appelle Hossein Mirzapour. Je vais aller trop vite et je remercie tous les intervenants. Et comme l'a dit Pari tout à l'heure, en raison des différentes questions de la gouvernance de l'Internet, avoir un cadre de référence mondiale pour la régulation, ce n'est pas du tout facile. Comme vous l'avez dit, on ne peut pas réguler ni trouver des standards qui s'appliquent mondialement. Mais chaque mois, il y a plus de personnes qui se joignent à l'Internet et qui rejoignent le réseau.

Et dans les plus grandes villes, il y a beaucoup de personnes qui n'obtiennent pas leurs droits sur les plateformes Internet et qui ne reçoivent pas de réponse claire de leur juridiction locale. Par exemple, Pavel Durov à Paris, ça a choqué beaucoup de personnes. On a parlé de la liberté qui existe, mais en fait, il ne peut pas se joindre à son équipe pour continuer son travail novateur qui pourrait beaucoup nous apporter.

Donc est-ce que vous pensez que l'ICANN est le meilleur endroit pour relever ces défis et pour avoir un calendrier également? Est-ce que nous

avons le bon cadre de référence? Selon vous, si l'ICANN est le bon endroit, est-ce qu'on fait assez d'efforts à l'ICANN? Et si l'ICANN n'est pas le meilleur endroit, qu'en est-il? Dernière phrase. Je crois que toute communauté mondiale intégrée doit avoir un leader authentique et obtenir des réponses de ce leader.

RAM MOHAN : Eh bien, la question est : Est-ce que l'ICANN est le bon endroit pour gérer ces questions?

PARI ESFANDIARI : Je crois que l'ICANN est limité, nous le savons. Je pense que l'IGF est peut-être un meilleur lieu pour parler de cela et pour obtenir également un leadership.

RAM MOHAN : Oui. Passons donc à Nigel pour une autre question en ligne.

NIGEL HICKSON : Oui, merci beaucoup Monsieur le Président de séance. Shreedeeep Rayahmajhi, et c'est un grand ami qui contribue beaucoup à nos débats. Et sa question est la suivante : Comment est-ce que vous pensez que le modèle multipartite va évoluer? Est-ce que ça va être les mêmes personnes qui vont apporter des idées au niveau de la communauté ou différentes personnes, différents groupes de parties prenantes qui vont apporter des voix différentes, qui vont représenter différents groupes?

RAM MOHAN :

Merci Nigel. Kevin, vous pouvez répondre à cela?

KEVIN KREUSER :

Oui, c'est une bonne question. Je crois qu'il faut faire venir de nouvelles idées, faire obtenir de nouvelles idées ici plutôt que d'obtenir de nouvelles personnes et faire venir de nouvelles personnes. Je crois que les nouvelles idées, lorsqu'on a des nouvelles idées qui émergent, il y a de nouvelles personnes qui sont intéressées et qui nous rejoignent. Je crois que c'est comme ça que ça fonctionne. C'est un petit peu les deux en tout cas : les nouvelles personnes, de nouvelles idées. Je crois que c'est pas élargir le cadre de l'ICANN et la mission de l'ICANN, mais avoir une inclusivité forte et évoluer de cette manière.

RAM MOHAN :

Très bien, merci. Nous allons maintenant passer au micro. Est-ce qu'il y a pour le numéro un, numéro deux? Donc, avant qu'on aille au centre, nous allons au numéro deux.

VIVIEN MAIDABORN :

Ça fonctionne. Vivian Maidaborn, Nouvelle-Zélande. J'ai été très marquée par la déclaration de nouveaux paradigmes, de changement de paradigme et je réfléchis à cela. On a parlé de fragmentation, de différence dans le monde. Est-ce que c'est quelque chose de positif ou quelque chose qui risque de bloquer l'internet? Lorsque je reviens au principe essentiel du multipartisme, il me semble que c'est célébrer à quel point l'Internet peut faire entendre diverses voix.

Donc je crois que le changement de paradigme, ça peut être facilité par notamment plus sur les droits de l'homme pour que les communautés locales, les gouvernements, les entreprises demandent ce respect des droits de l'homme, parce que nous pouvons améliorer la situation grâce à cela. Donc j'essaye de bâtir sur certains commentaires que j'ai entendus concernant les nouveaux paradigmes.

RAM MOHAN :

Olga?

OLGA CAVALLI :

Vous voulez rebondir là-dessus? C'est très intéressant comme perspective. Je crois que si vous voulez trouver l'espace parfait pour la participation, c'est difficile. Je crois que nous avons la possibilité de respecter les droits de l'homme et de les promouvoir. Mais je crois qu'avec l'intelligence artificielle notamment, qu'est-ce qui peut se passer? il faut penser en termes d'éthique et en termes de droits humains. Il faut inclure cela dans la réflexion sur l'intelligence artificielle.

Donc un espace parfait, il n'y a rien de parfait pour la participation, mais nous pouvons apporter nos propres idées. Nous pouvons participer dans ce cadre avec nos régions, nos pays, nos connaissances. Je crois qu'on peut améliorer l'espace. Mais sera-t-il parfait? C'est difficile à dire.

RAM MOHAN :

Pari, il y a un commentaire en ligne qui dit que l'IGF en fait, c'est comme les Nations Unies, c'est une entité qui ne convient pas au dialogue et à la variété de dialogue et à l'approche multipartite. Donc on peut réfléchir à cela en ce qui concerne l'IGF. Nous allons passer au micro sur ma droite, le micro numéro un. Est-ce qu'il y a des personnes au micro numéro un? Non. Donc nous allons au centre.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

Je vais parler en français pour utiliser les excellentes facilités qui sont mis à disposition et remercier les interprètes. Je commence doucement pour permettre à ce que tout le monde prenne ses écouteurs. Je voulais revenir sur trois points rapidement. Le premier, c'est que je suis persuadé qu'il serait vraiment utile de changer la façon dont on parle de l'ICANN, et en particulier sur le mot modèle : modèle de qui, modèle de quoi, modèle à qui?

Et en plus, cette organisation doit évoluer. C'est mon deuxième point. C'est ce qui a été fait à Sao Paulo dans le cadre de NETMundial, cette déclaration. Ce serait intéressant que l'ICANN comme organisation globale se pose la question de qu'est-ce qu'elle fait bien dans cette liste. Proposition : Qu'est-ce qu'elle ne fait pas bien? Et peut-être que ça pourrait être un des documents de base et de chevet de ceux qui feront un jour une revue holistique de l'organisation. Malheureusement, ça ne va pas arriver tout de suite.

Et mon troisième point, c'est que ça va sonner là – DRING. Je pense que quand on parle de l'ICANN, quand moi je suis allé, je suis un

représentant. Je suis une voix parmi d'autres des utilisateurs finaux et je ne me considère pas comme étant la société civile. Je pense qu'à l'ICANN, il y a une structure qui est différente et il faut la prendre en compte. Si on l'oublie, on oublie d'où on vient et on ne sait pas où on va aller. Merci encore.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup. Je suis tout à fait d'accord. L'ICANN doit évoluer et les principes de Sao Paulo sont extrêmement importants et ça peut être un outil important pour commencer le travail là-dessus. Nigel, y a-t-il d'autres points en ligne de ce côté-ci de la salle, de ce côté-là de la salle? Je n'en vois pas très bien. Eh bien, je redonne la parole au micro central.

JORDAN CARTER :

Jordan Carter. Quelques points personnels. C'est un petit peu le marteau et le clou. Parfois, on n'a pas toujours besoin du modèle multipartite pour résoudre des problèmes, mais on peut très souvent utiliser les méthodes de ce modèle. Donc voyons où cela peut être utile pour les nouvelles technologies, par exemple les identificateurs centralisés doivent être coordonnés. Mais par exemple, nous avons ce dialogue qui existe à l'IGF et je ne pense pas que ce soit une institution qui soit très hiérarchique.

Il y a des suppositions que nous faisons parce qu'une institution a une approche multipartite, elle peut résoudre tous les problèmes et on doit la copier. C'est la diversité que nous devons avoir dans la gestion de l'Internet si l'on veut avoir des innovations, si l'on veut avoir des ressources. Nous avons beaucoup de ressources à l'ICANN.

RAM MOHAN :

Oui, Kevin, vous voulez rebondir là-dessus? Olga?

OLGA CAVALLI :

Oui, c'est intéressant, ces ressources, la question des ressources et du temps qu'on utilise. Le temps est l'ennemi d'un bon résultat. Ça prend du temps néanmoins de trouver les bonnes solutions, d'appeler les bonnes personnes, d'effectuer la bonne réunion. Il faut utiliser les ressources à bon escient, mais on a besoin de beaucoup de ressources. On a vu qu'il y a beaucoup d'initiatives multipartites en Amérique latine. Sans des secrétariats solides, elles ne fonctionnent pas, ces institutions. On a besoin de ressources. C'est tout à fait vrai.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup. Je ne vois rien de ce côté. Nous allons revenir au centre.

BRUNA SANTOS :

Merci beaucoup. Merci. Merci Olga d'avoir parlé de la majorité mondiale et un petit peu de l'Amérique latine. Parce que ce qui me frustre un peu, c'est qu'on parle beaucoup de guerre froide entre la Chine et la Russie, les États-Unis. Je crois que le problème, c'est également le monde majoritaire ne comprend pas ce dont on parle ici. La majorité du monde ne comprend pas ce qui se passe à l'ICANN.

Moi, j'ai écouté Jorge. On a besoin de coopération. Je suis d'accord avec cela. Mais je pense qu'avant, on a besoin d'inclusion, on a besoin d'avoir

plusieurs voix, on a besoin d'avoir la société civile qui n'est pas ici à ce panel et qui n'est pas incluse. Et on est un point important de la gouvernance de l'Internet, un point de rupture. Et l'ICANN fonctionne très bien.

Mais peut-être qu'il ne faut pas rester dans nos silos, il faut que l'on parle aux autres communautés et il faut voir comment l'ICANN peut évoluer au mieux.

RAM MOHAN : Très bien, nous avons eu des commentaires.

PETER TAIWO : Oui, merci beaucoup. J'aimerais simplement dire au nouvel intervenant que nous vous observons. Nous vous écoutons. Et l'engagement multipartite est basé sur la confiance. C'est ancré dans la confiance. Le WHOIS, par exemple, est basé sur la confiance. Donc on a besoin d'institutions plus solides, on a besoin de personnes qui fassent avancer les choses et qui fassent avancer dans la bonne direction le modèle multipartite.

Donc ces institutions et ces personnes qui sont des décideurs ont des intérêts communs, ont des valeurs communes, une vision commune qui va permettre d'utiliser le modèle multipartite et d'effectuer des activités de plaidoyer pour les intérêts de tous. Par exemple, en Afrique, nous avons 54 pays et on définit le continent de différentes manières. Mais il ne faut pas oublier le nombre de pays que nous avons. Donc on

a besoin d'évaluations différentes du modèle multipartite. Il faut faire évoluer le modèle multipartite aussi. Il faut continuer le renforcement des capacités. Ça, c'est extrêmement important.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup. Très bonne idée. Nigel, pas d'autres questions en ligne? Très bien. Eh bien, on revient au micro central.

RENATA MIELLI :

Renata Mielli du Brésil. Je vais m'exprimer en brésilien pour la diversité linguistique. Eh bien, j'aimerais donc souligner différents aspects qui sont absolument essentiels dans ce débat. Comment renforcer la perception de la société, tout particulièrement des agences internationales et des gouvernements en ce qui concerne le rôle du modèle multipartite?

Nous avons besoin, depuis Sao Paolo, d'un modèle multipartite. On a besoin du multilatéralisme également au niveau de nos processus. Nous avons besoin de plus de coopération et nous avons le multilatéralisme qui nous est disponible et qui joue un rôle spécifique pour la prise de décisions dans l'écosystème numérique. Nous devons avancer avec ces formules et avec ces déclarations. Et on ne parle pas seulement de gouvernance de l'Internet à NETMundial. On essaye de comprendre, 10 ans après le premier NETMundial, nous essayons de comprendre les politiques numériques et ce qui a changé, ce qui a évolué en dix ans. Le monde est gouverné maintenant par des aspects numériques.

Et j'aimerais dire que les technologies émergentes peuvent beaucoup bénéficier du processus multipartite en raison de l'expertise et en raison de notre histoire, nous avons parlé à Sao Paulo de différentes thématiques depuis de nombreuses années. Donc l'année dernière, nous avons eu différents secteurs qui n'ont pas assez parlé peut-être de confidentialité, de respect de la vie privée et de confidentialité des données. Donc, il faut absolument éviter la fragmentation de l'Internet et le rôle que pourraient jouer les gouvernements à ce niveau. Nous devons être très sensibles à cela. Merci.

RAM MOHAN :

Alors un dernier commentaire ici. Ensuite, vous et on terminera.

ROSEMARY SINCLAIR :

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Rosemary Sinclair du .au, donc gestionnaire du code pays pour l'Australie. Je voulais faire un commentaire par rapport à certaines des initiatives qu'en tant qu'extension géographique, nous entreprenons pour appuyer le modèle multipartite de manière très pratique. Et je fais ce commentaire pour encourager d'autres opérateurs d'extensions géographiques à faire de même. Nous sommes passés de parler de ce modèle, à appuyer ce modèle.

Donc, pour vous donner un petit peu une idée du type d'initiatives, nous établissons une académie en Australie pour les jeunes étudiants qui sont intéressés par les questions de gouvernance de l'Internet et de

politiques numériques et l'application du modèle multipartite. Nous avons notre propre IGF australien, bien sûr, mais cette année, nous avons mis en place, nous avons rédigé un document sur l'IGF de position. Nous parlons de connectivité significative à l'IGF. Du point de vue des différents pays, nous allons en Asie Pacifique pour l'IGF. Donc nous appuyons les différentes couches de ce groupe. Et bien sûr, nous appuyons l'IGF mondiale. La déclaration du NETMundial+10 est extrêmement importante. Et dernière chose que je souhaite mentionner, à savoir la Coalition technique pour le multipartisme, qui se concentre sur le Pacte numérique mondial et sur le SMSI+20. Donc, ce sont les dernières choses que je souhaitais mentionner.

RAM MOHAN :

Merci Rosemary. Un dernier commentaire de la salle.

BERTRAND DE LA CHAPELLE : Bertrand de la Chapelle. Je suis directeur exécutif d'un réseau sur la politique de juridiction. On ne parle jamais d'enjeux dans le multipartisme. Mais ce qui est important dans l'approche multipartite, c'est que ceux qui ont un enjeu sont généralement très impliqués en proportion de leurs enjeux.

C'est pourtant dans la déclaration sur l'agenda de Tunis qu'il y a une phrase qui parle du rôle respectif. Le rôle respectif des différentes parties prenantes varie suivant la question, le lieu et l'état de la discussion. Chaque sujet doit être géré au cas par cas par le bon réseau d'acteurs qui a un enjeu par rapport à cette question.

Par rapport au deuxième point, on parle toujours de prise de décision et on oublie l'étape fondamentale de la décision, qui est la phase où l'on façonne la phase préliminaire, où on cadre l'enjeu, la question, et ceci fait partie du rôle du secrétariat ou, dans le cas de l'ICANN, de l'Org.

RAM MOHAN :

Excellent commentaire. Merci beaucoup. Merci à vous tous dans le public qui est intervenu ici, à Istanbul, et ailleurs. Je vais en arriver à la dernière partie de la séance. Donc nous allons utiliser la même minuterie et je vais demander aux panélistes de faire leurs remarques de conclusion. Kevin, d'abord.

KEVIN KREUSER :

Merci Ram. L'idée n'est pas d'élargir la mission de l'ICANN, le mandat de l'ICANN. Ce n'est pas ça la question. Même chose pour les différents acteurs. L'idée, c'est d'avoir une plateforme. L'inclusivité, l'engagement et éduquer, mieux comprendre les technologies émergentes et surtout ce qu'elles ne sont pas, c'est l'idée de manière à ce qu'il n'y ait plus d'obstacle, obstacle de l'ignorance ou des malentendus. Pour un peu tout synthétiser, je crois que les technologies sont présentes partout. Elles font partie de tout. Merci.

RAM MOHAN :

Merci beaucoup. Pari?

PARI ESFANDIARI : Si l'innovation va continuer d'évoluer, si le contexte géopolitique ne cessera de nous surprendre, il nous faut absolument jeter les bases de la résilience. Nous avons eu un commentaire sur l'IGF. Personnellement, il ne me semble qu'il nous faut réinventer la roue. Il me semble que chaque institution a une responsabilité par rapport à son travail, y compris l'ICANN. Et donc tous, nous devons faire notre possible. Mais je crois que si l'IGF ne répond pas aux attentes, il faudra peut-être le faire évoluer. On ne peut pas tout contrôler, tous les changements, mais en ayant une approche multipartite souple, nous pouvons établir les bases d'une collaboration significative pour régir l'espace numérique. Merci.

RAM MOHAN : Merci Pari. Chafic?

CHAFIC CHAYA : On m'a demandé de faire mes derniers commentaires en arabe. Donc si vous voulez bien prendre vos dispositifs pour la traduction, mon dernier commentaire est donc en arabe. De nos jours, avec l'évolution technologique, avec les enjeux géopolitiques, la gouvernance traditionnelle est confrontée à différents enjeux. L'approche multipartite est de plus en plus en mesure de réagir aux dernières évolutions technologiques. Il faut donc définir la gouvernance plus rapidement, de manière à ce que toutes les parties puissent être impliquées dans les décisions, que ce soient les gouvernements, les experts techniques et les représentants de la société civile et de la société technique.

Dans ce contexte, en tant que société technique, communauté technique, nous sommes impliqués et nous avons le rôle d'être le promoteur, d'être le stimulateur de ce modèle. Et nos programmes doivent renforcer et encourager la discussion et le dialogue entre les différentes parties de manière à permettre que l'infrastructure réagisse aux besoins régionaux et aux enjeux régionaux. Ce modèle sera la garantie selon laquelle les gouvernements pourront continuer le travail en vue d'un Internet unifié, ouvert et qui réagit aux besoins de l'avenir. Je vous remercie. Merci beaucoup.

RAM MOHAN :

Olga?

OLGA CAVALLI :

Eh bien, je vais moi aussi utiliser les excellents services d'interprétation que nous avons à notre disposition. Et donc je vais parler en espagnol, dans ma langue maternelle. Je crois que nous devons vraiment réfléchir aux principes de NETMundial : adaptation, agilité. Nous devons être inclusif, inclusif de tous les genres, de tous les styles de vie. Nous devons également être éduqués en tant que parties prenantes pour bien comprendre les enjeux auxquels sont confrontés les différents acteurs.

Il y a également l'enjeu du temps, parce que bien faire les choses prend du temps. Il y a aussi la question des ressources financières qui sont parfois difficiles d'accès, mais tout ceci contribuera à renforcer cet

espace pour un meilleur dialogue. Et le message pour les pays en développement, c'est qu'il ne faut pas simplement être spectateur ou consommateur. Il faut créer de la valeur de manière à ce que les gens puissent être éduqués et formés pour le bien et le développement de nos pays. Je vous remercie de m'avoir invité à cette réunion.

RAM MOHAN :

Nigel, vous avez entendu tout ceci? Et comment est-ce que vous souhaitez conclure?

NIGEL HICKSON :

Il nous reste une heure, c'est bien ça? Vous n'avez pas faim, je crois? Non, je vous remercie. Donc Nigel, du Royaume-Uni. Je vais être très bref. Premièrement, je crois que cette discussion nous montre que l'appétit ne fait que grandir par rapport à ces discussions sur le multipartisme, sur les technologies émergentes et sur la question de la géopolitique qui a un impact sur nous tous. J'imagine que si on avait eu cette discussion il y a 10 ou 15 ans à l'ICANN, on n'aurait pas eu le même nombre de personnes ici dans la salle. Et les gens auraient certainement dit : Mais qu'est-ce que ceci a à voir avec l'ICANN? Je crois que les commentaires excellents d'aujourd'hui nous montrent que justement, c'est tout à fait lié à l'ICANN. C'est lié avec les entités techniques – RIR, ISOC. Et cela, bien sûr, a un impact sur notre vie au quotidien.

Donc trois observations que je tire de cette discussion. Premièrement, le multipartisme. Eh bien, cette approche, est-ce que nous sommes

tous d'accord avec? Eh bien, pas forcément. On sait que ce n'est pas parfait. On sait que c'est une approche qui est en évolution. On sait qu'il nous faut davantage de responsabilités, redevabilité parmi les différents groupes et nous comprenons que l'évolution doit être évaluée par rapport à certains critères et les principes du NETMundial, dans ce cadre, sont tout à fait adaptés et nous savons également qu'il nous faut agir et pas simplement dire.

Deuxièmement, le rôle des gouvernements que nous avons évoqué pose question. Est-ce qu'ils agissent trop rapidement, trop lentement? Est-ce qu'ils comprennent vraiment ce qui se passe? Parfois, agir trop rapidement en matière de réglementation veut dire qu'on étouffe l'innovation.

Et puis, troisièmement, les technologies émergentes, les problèmes que ceci génère, leur impact sur nos vies, comment gérer les différents paradigmes, le rôle des plateformes, le manque de comptabilité, encore une fois. Mais je crois qu'il y a de l'espoir et il faut être optimiste pour l'avenir. Et je crois que c'est en ceci que ce dialogue a été excellent.

RAM MOHAN :

Eh bien, c'est une excellente conclusion. C'est une note d'optimisme et d'espoir, tout en ayant bien conscience de la réalité et de la mise en œuvre de l'adaptabilité et de l'agilité, des questions pratiques, de la confiance et de la dépendance numérique qui nécessitent la coopération et l'inclusion. Nous vous remercions. La séance est levée.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]